

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

Comptes 2015 de l'Etat de Genève

Mardi 22 mars 2016

www.ge.ch/finances



Conseil d'Etat

Compte de fonctionnement

Résultat 2015

| Comptes individuels | Comptes 2015 | Budget 2015 | Comptes 2014 |
|----------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| Revenus | 8'074 | 7'833 | 7'950 |
| Charges | 8'095 | 7'819 | 7'944 |
| Résultat net | -21 | 14 | 6 |

De nombreux éléments non récurrents ou imprévus sont venus corriger les chiffres et les estimations en cours d'année, particulièrement durant les derniers mois.

L'augmentation des charges par rapport au budget est surtout due à la constitution d'une provision pour la CPEG.

L'augmentation des revenus par rapport au budget résulte du cumul de divers éléments inconnus au moment de l'élaboration du budget.

Comptes déficitaires mais meilleurs que prévu

Mais des points de vigilance

- ⊕ Revenus imprévus et non récurrents en deuxième partie d'année
- ⊕ Effets positifs des mesures d'économie prises dès septembre
- ⊕ Diminution de la dette
- ⊕ Investissements élevés et autofinancés à 100%

- ⊖ Conjoncture fortement ralentie en 2015
- ⊖ Principaux impôts 2015 inférieurs au budget 2015 et aux comptes 2014
- ⊖ Forte dégradation de la situation financière de la CPEG
- ⊖ Hausse continue des aides versées aux personnes, due notamment au vieillissement de la population.

Compte de fonctionnement

Principaux éléments imprévus/non récurrents

Charges

Provision de **207 millions** pour couvrir le risque de non atteinte du degré de couverture obligatoire en 2030 à la CPEG.

Économie de **35 millions** sur les charges de personnel grâce aux mesures prises par le Conseil d'État dès septembre 2015.

Revenus

Dossier fiscal spécifique générant une rentrée d'impôts de **132 millions**.

Reliquats de **plusieurs dizaines de millions**.

Distribution supplémentaire de bénéfice de la BNS de **38 millions**.

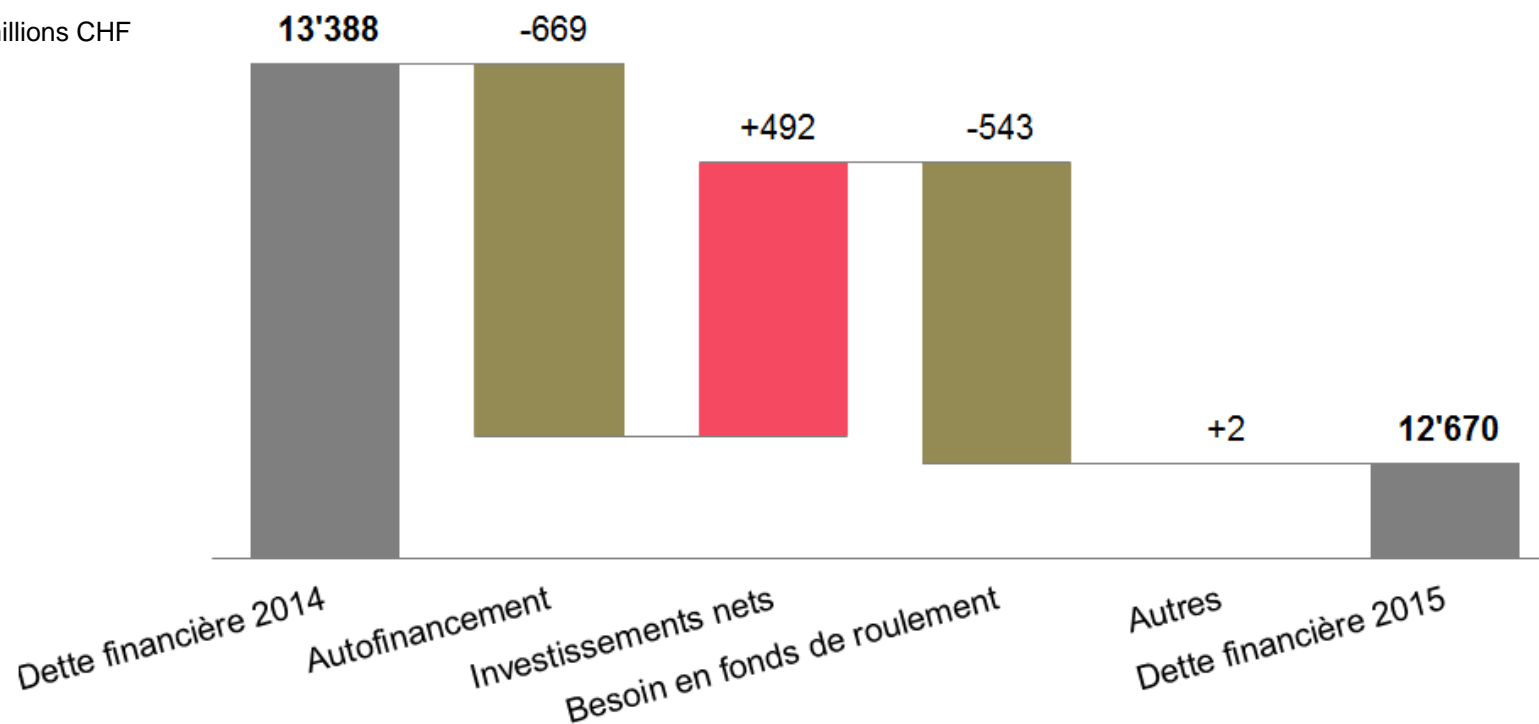
Accord avec un établissement bancaire à hauteur de **40 millions**.

Optimisation de la gestion de la TVA à l'État induisant un revenu net de **10 millions**.

Hors éléments imprévus et non récurrents, le résultat reste déficitaire

Evolution de l'endettement

En millions CHF



Diminution de 0,7 milliard durant l'exercice 2015:

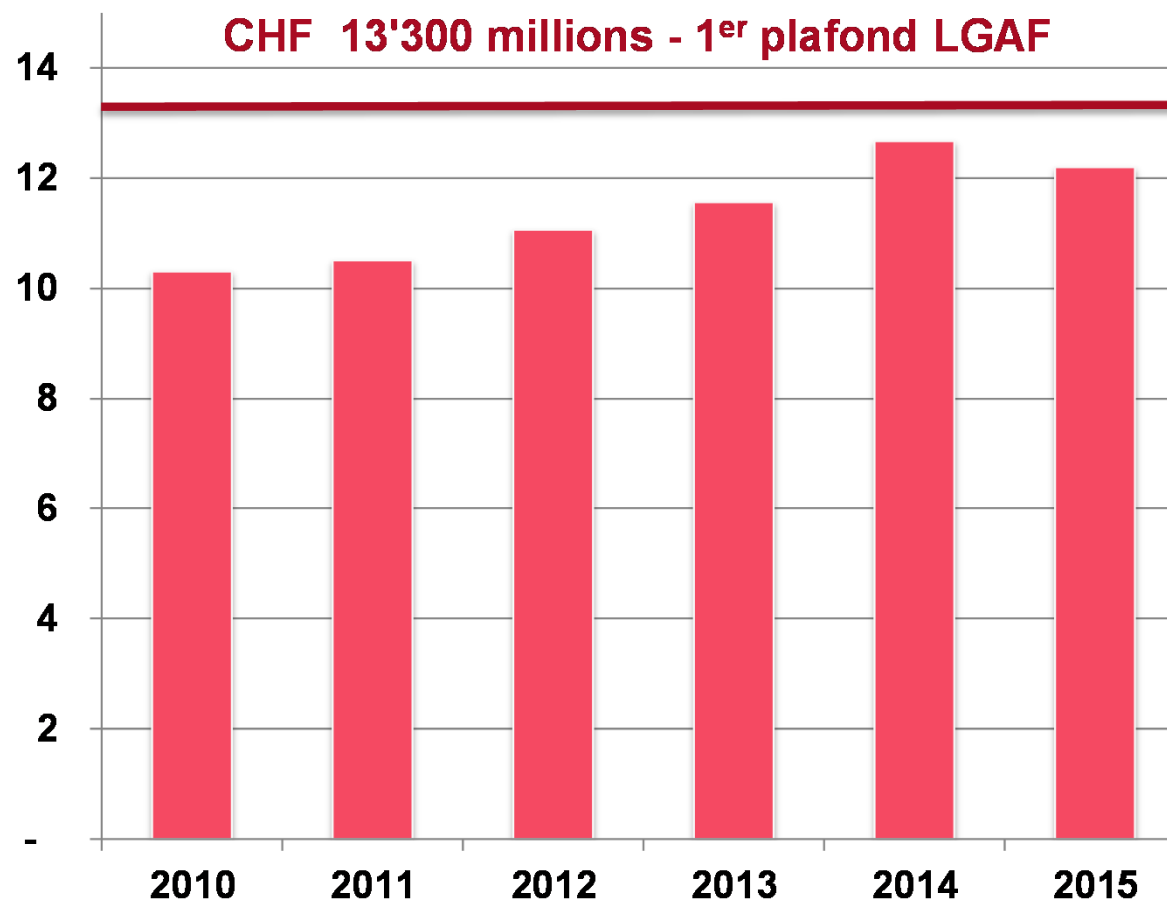
Encaissement d'une rentrée fiscale significative

Cession de terrain à la FTI

Couverture intégrale des investissements par l'autofinancement

Endettement moyen annuel

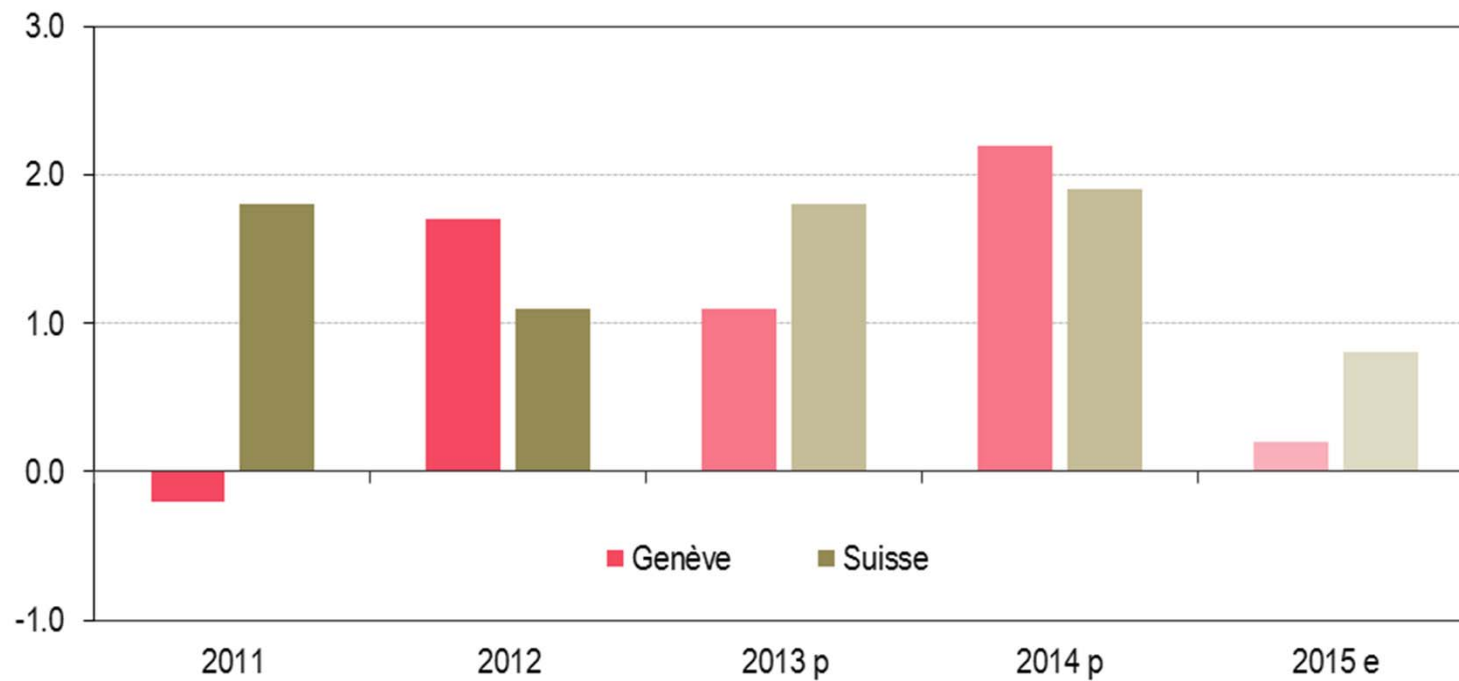
en milliards CHF



L'endettement moyen annuel en 2015, selon la définition du frein à l'endettement prévu dans la LGAF, s'établit à 12,2 milliards

Contexte conjoncturel

PIB du canton de Genève, variation annuelle réelle, en %



p : données provisoires e : estimation

Revenus

en millions

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|-----------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Revenus fiscaux | 6'461 | 6'404 | 6'577 |
| Revenus non fiscaux | 1'353 | 1'201 | 1'192 |
| Produits financiers | 261 | 228 | 178 |
| Revenus totaux | 8'075 | 7'833 | 7'947 |

Les **revenus fiscaux** intègrent diverses rentrées imprévues, dont un important dossier fiscal spécifique (132 millions).

Les **revenus non fiscaux** intègrent des produits inconnus au moment du budget (notamment: bénéfice BNS, accord PJ-banque).

Revenus fiscaux

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Impôts sur les personnes physiques | 3'888 | 3'928 | 3'941 |
| Impôts sur les personnes morales | 1'391 | 1'395 | 1'465 |
| Autres impôts | 766 | 657 | 739 |
| Parts cantonales à des impôts fédéraux | 415 | 423 | 433 |
| Revenus fiscaux | 6'461 | 6'404 | 6'577 |

Pour les **personnes physiques**, tant l'impôt global estimé que l'impôt courant 2015 sont en-dessous du budget, malgré des rentrées inhabituelles.

Les estimations se fondent sur l'anticipation du PIB suisse, qui est passée de 2,1% à 0,8% entre le moment de l'élaboration du budget et le bouclage des comptes.

Pour les **personnes morales**, l'impôt global estimé est légèrement inférieur au budget mais l'impôt courant 2015 progresse de 2,4%.

Les estimations s'appuient sur l'enquête périodique réalisée auprès d'un panel d'entreprises (dernière enquête: janvier 2016).

Détail des autres impôts

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Impôts immobiliers complémentaires | 240 | 183 | 140 |
| Produits des successions et donations | 147 | 108 | 261 |
| Autres impôts directs, sur la propriété et sur les charges | 379 | 366 | 338 |
| Autres impôts | 766 | 657 | 739 |

Les **autres impôts** sont toujours difficiles à estimer lors du budget.

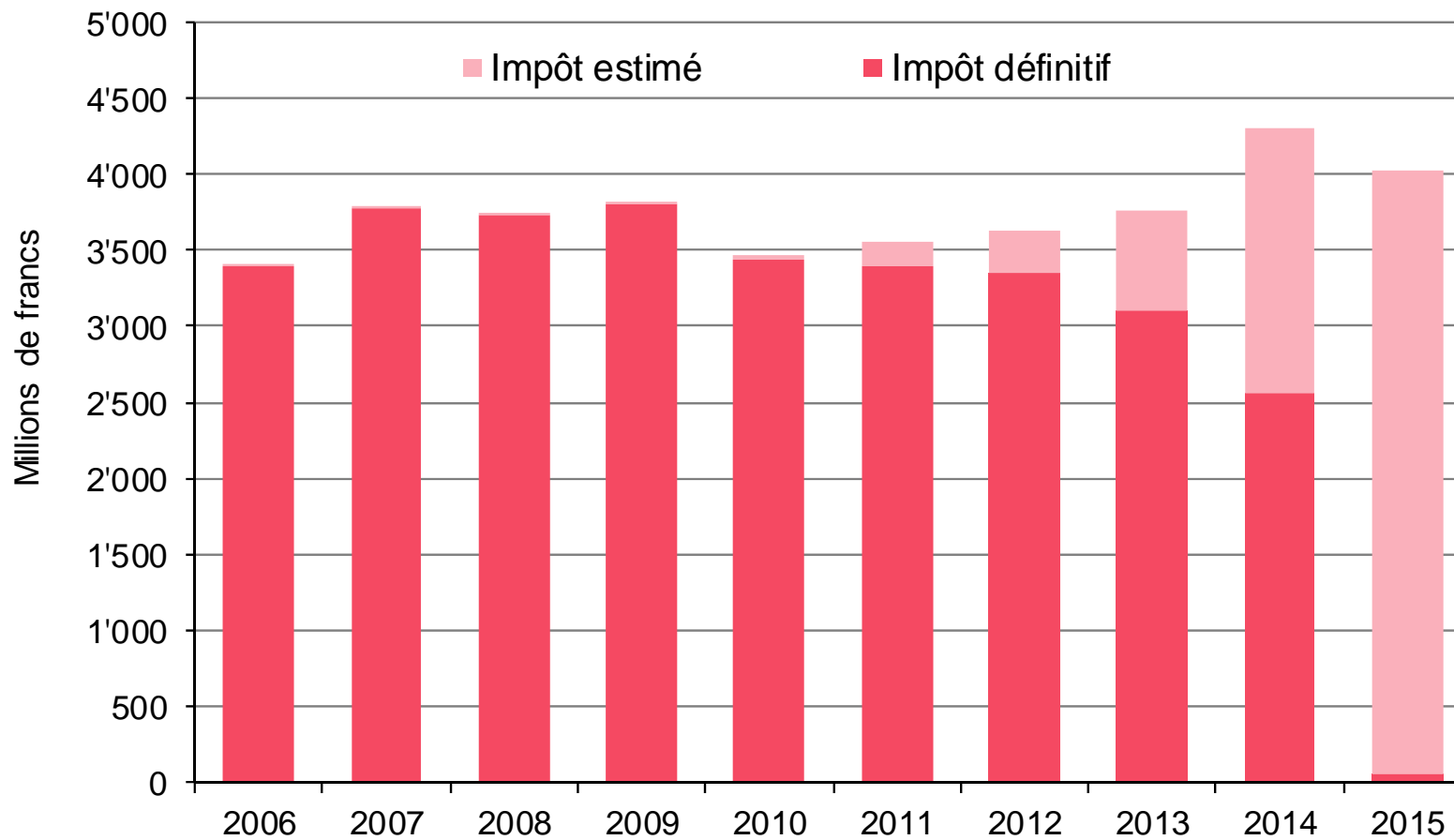
Les **produits des successions et donations** sont, pour la deuxième année consécutive, supérieurs au montant budgété qui se base sur une moyenne historique.

Les **impôts immobiliers complémentaires** bénéficient d'un correctif d'estimation sur les années 2010-2014

L'évolution favorable des autres impôts permet de compenser une évolution moins favorable des impôts sur les personnes physiques et morales.

Évolution de l'impôt Personnes physiques

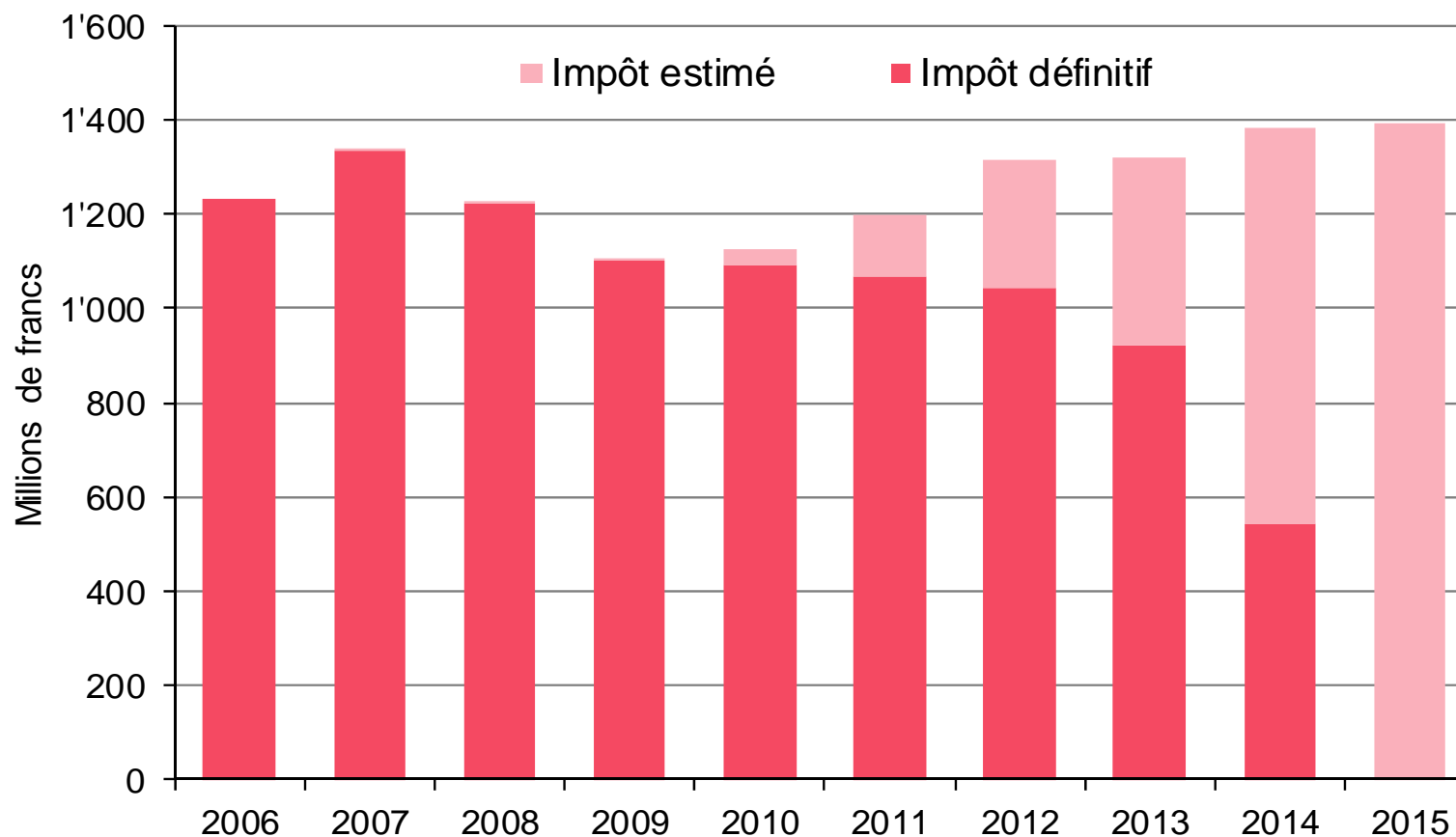
Évolution de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques
en restituant les correctifs aux années correspondantes



Évolution de l'impôt

Personnes morales

Évolution de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales
en restituant les correctifs aux années correspondantes



Charges

en millions

| | Compte 2015 | Budget 2015 | Compte 2014 |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Charges de personnel | 2'295 | 2'331 | 2'238 |
| Charges de biens et services | 428 | 429 | 446 |
| Subventions accordées | 3'796 | 3'760 | 3'712 |
| Péréquation et parts de revenus | 367 | 368 | 382 |
| Dédommagements | 82 | 76 | 74 |
| Dotations aux amortissements | 477 | 457 | 461 |
| Autres charges d'exploitation | 408 | 142 | 371 |
| Charges financières | 241 | 256 | 258 |
| Total des charges | 8'095 | 7'819 | 7'942 |

Les **charges globales** dépassent le budget de 3,5% mais de 0,9% hors provision CPEG.

Les **charges de personnel** sont inférieures au budget de 35 millions.

Les **charges de biens et services** respectent le budget et les économies prévues.

Les **subventions accordées** augmentent de 36 millions

(notamment: aides aux personnes âgées, handicapées ou à faibles moyens).

CPEG: risque à provisionner

La LPP prévoit que **l'Etat-garant verse des intérêts** en cas de non atteinte des paliers intermédiaires suivants :

Degré de couverture de **60%** à partir du 1^{er} janvier 2020

Degré de couverture de **75%** à partir du 1^{er} janvier 2030

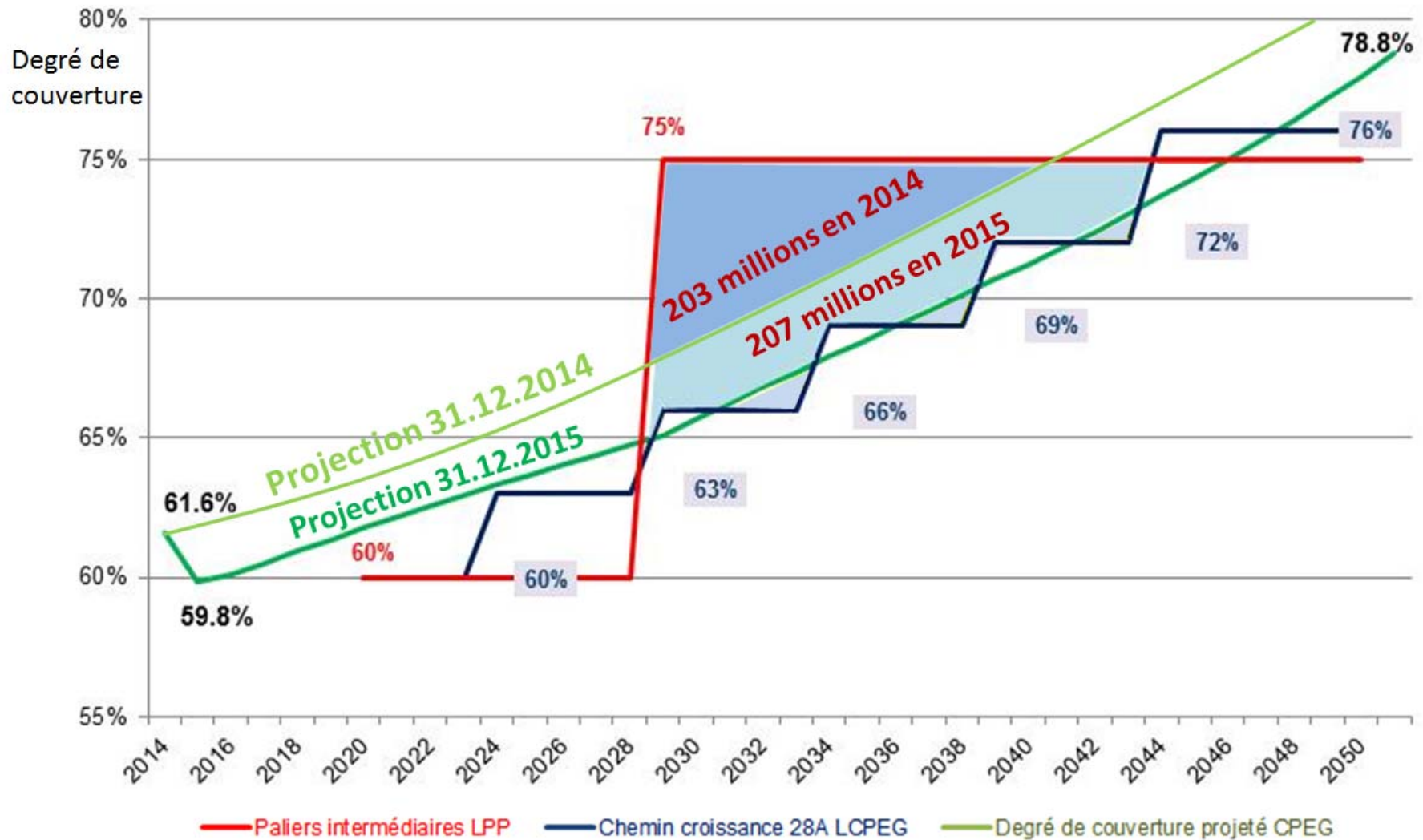
L'atteinte du palier de 75% en 2030 est improbable.

Le risque de sortie de liquidités doit être anticipé dans les comptes de l'État.

Il est donc nécessaire de provisionner cette sortie de ressources.

Évaluation du risque à fin 2015

410 millions de francs



Investissements

| | Comptes 2015 | Budget 2015 | Comptes 2014 |
|-----------------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| Dépenses d'investissement | 630 | 780 | 624 |
| Recettes d'investissement | 44 | 63 | 78 |
| Investissements nets | 586 | 717 | 546 |

en millions francs

Taux de réalisation de 82% des investissements nets par rapport au budget.

Principaux projets en 2015:

CEVA (115 millions)

CMU étapes 5 et 6 (59 millions)

HUG bâtiment des lits (56 millions)

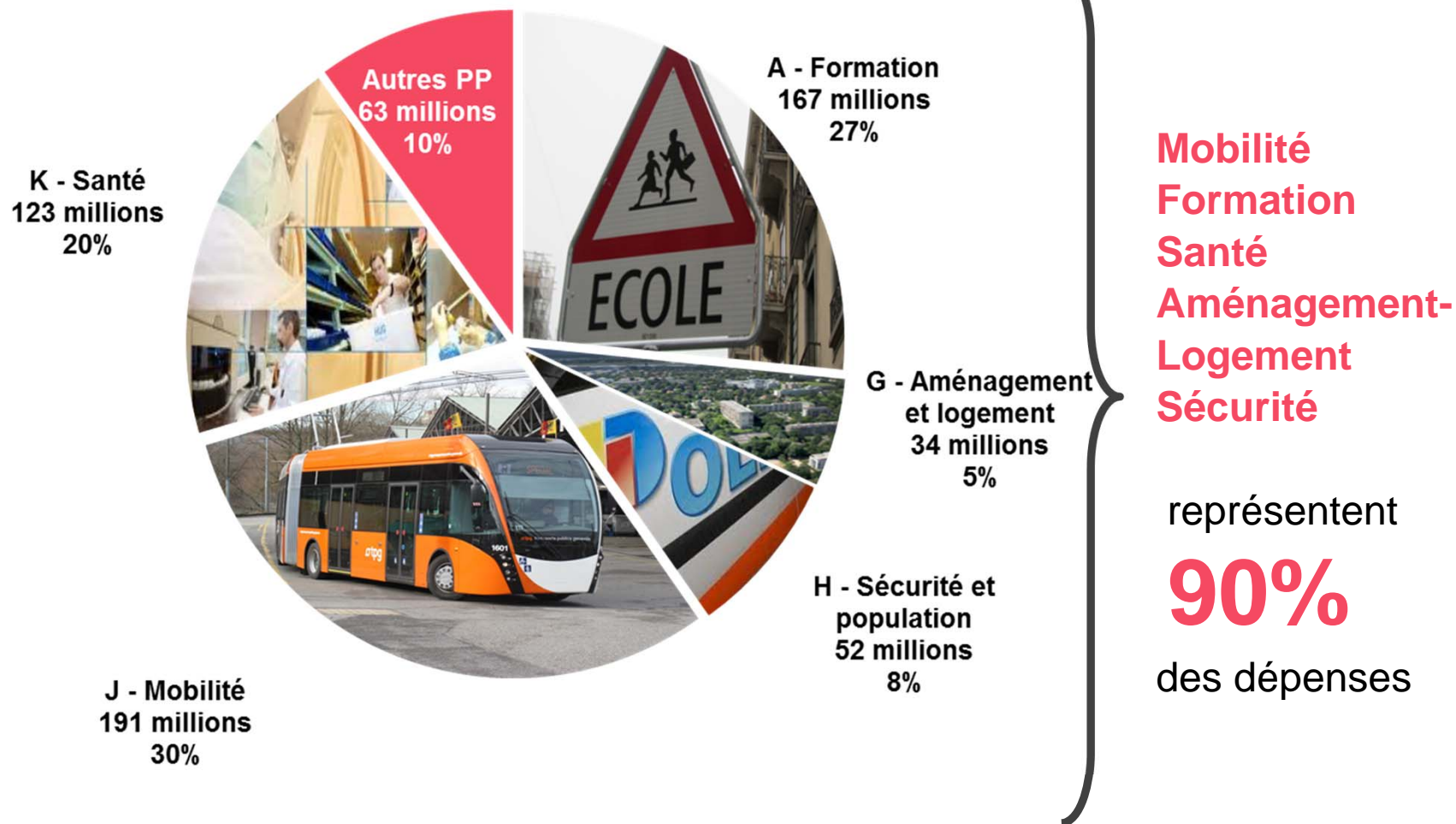
Brenaz extension (33 millions)

Logements d'utilité publique (33 millions)

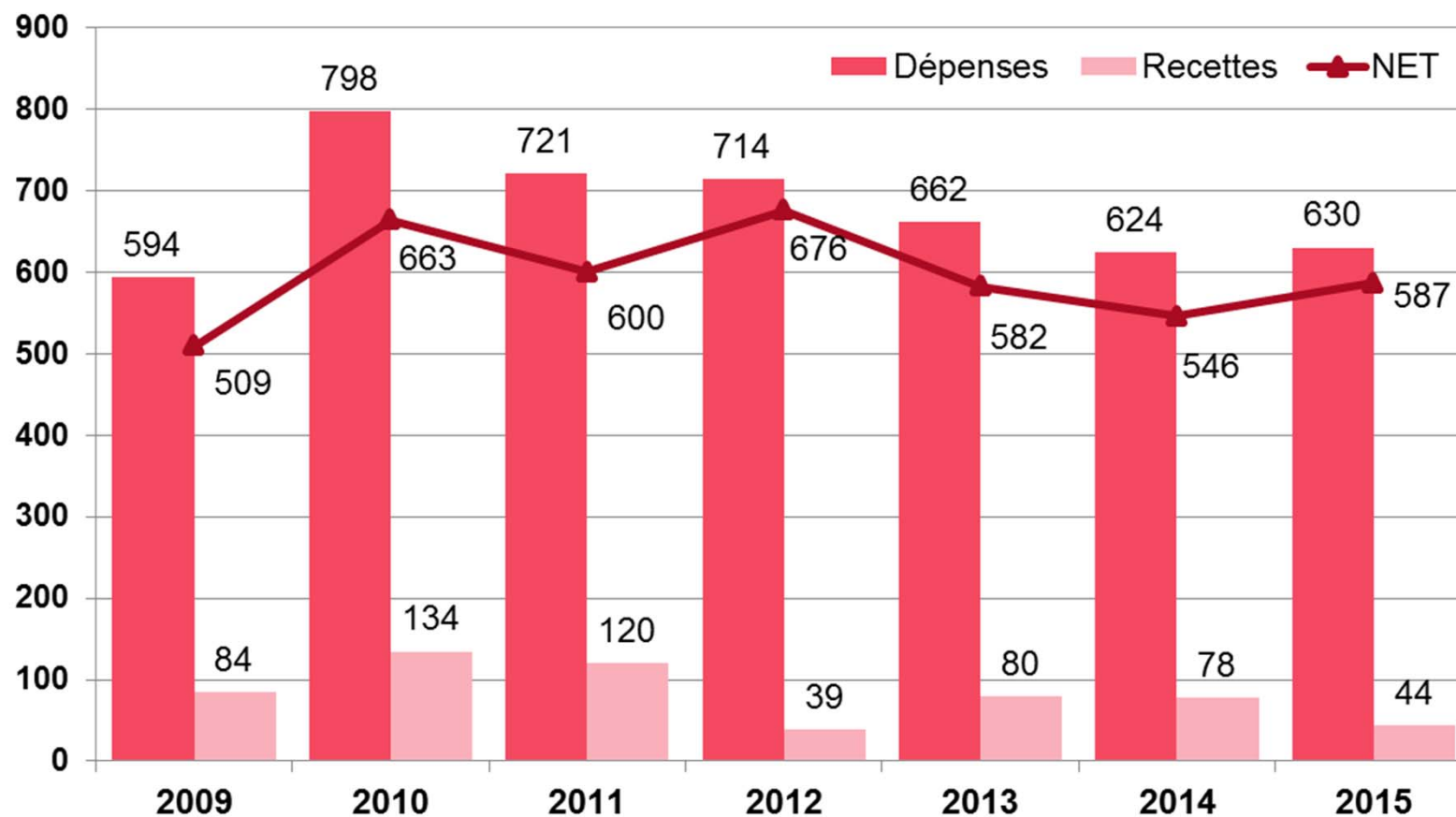
École de commerce de Frontenex (24 millions)

Les investissements bruts ont été entièrement autofinancés par l'exploitation.

Investissements par politique publique



Évolution des investissements



Quelques points à retenir

Pour la 2^e année consécutive, le résultat est sensiblement amélioré par des revenus imprévus et inhabituels.

Les investissements sont autofinancés et la dette diminue.

Les dépenses de personnel sont maîtrisées grâce aux mesures prises.

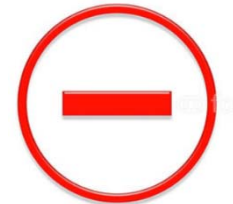


Les perspectives conjoncturelles sont peu encourageantes.

On observe un essoufflement des rentrées fiscales habituelles.

Les dépenses obligatoires ne cessent d'augmenter (social, santé).

La situation financière de la CPEG demeure très fragile.



Le Conseil d'État maintient le cap fixé en matière d'assainissement durable des finances et de maîtrise de la dette. L'effort de diminution des dépenses doit être poursuivi.

Les priorités politiques

Élaboration du **budget 2017** et du **PFQ 2017-2020**

Trois grands enjeux:

RIE III ➔ Ouverture de la "table ronde" le 15 avril

Fonction publique ➔ Poursuite des négociations le 22 avril

CPEG ➔ Assainissement complémentaire et mesures structurelles

Pas de dépôt de nouveau projet de budget 2016 ➔ **B 2016 = B 2015**



Questions...

www.ge.ch/finances